



HAL
open science

Le mur des sables marocain : entre limite, front et zone tampon

David Goeury

► **To cite this version:**

David Goeury. Le mur des sables marocain : entre limite, front et zone tampon. Raymond Woessner. Frontières, Atlante, pp.156-160, 2020, Clefs Concours, 9782350306698. hal-02983545

HAL Id: hal-02983545

<https://hal.science/hal-02983545>

Submitted on 2 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le mur des sables marocain : entre limite, front et zone tampon

Le mur des sables marocains figure parmi les dispositifs frontaliers les plus singuliers. Immense dispositif fortifié s'étalant sur des milliers de kilomètres visible sans difficulté par image par satellite, il est devenu un modèle de sécurisation d'une frontière face à des incursions ennemies. Succès stratégique, il a permis au Maroc de sécuriser les zones sahariennes contestées par le front « Pour la libération du Saguia al hamra et du Rio de Oro » (Polisario). Il est aussi devenu un modèle notamment pour la Tunisie qui a souhaité mobiliser cette technique en 2015 pour mettre fin aux incursions terroristes depuis la Libye. Ce mur de sable est aussi venu mettre fin à l'idée de frontières sahariennes de papier pour les ancrer dans une matérialité. Or, loin d'attester d'une normalisation des relations frontalières, il incarne les relations conflictuelles entre États et surtout l'affrontement de forces militaires mobilisant des stratégies de harcèlement. Cependant, il apparaît aussi comme un dispositif de filtrage particulièrement efficace dans régions très faiblement peuplées où prospérait la contrebande.

Le Sahara de l'aire d'influence de l'empire marocain au découpage colonial : brève histoire

Le Sahara marocain figure parmi les frontières particulièrement contestées. Alors que le Maroc contrôle ce territoire depuis plusieurs décennies, sur les planisphères officiels, une frontière est systématiquement notée séparant le nord du Maroc du Sahara Occidental, anciennes colonies espagnoles de Rio del Oro, État dont le gouvernement est installé à Tindouf, en Algérie. Cette incongruité géographique qui amène à ignorer une réalité territoriale rappelle la différence entre la limite réelle de l'autorité des États et la reconnaissance internationale de cette autorité par les autres États. Par ailleurs, le Sahara marocain est un exemple particulièrement intéressant de définition des frontières sous pression coloniale.

Suite à défaite d'Isly en 1844, le sultan marocain qui soutenait l'émir Abdelkaber en Algérie signe le traité de paix de Lalla Maghnia le 18 mars 1845. Ce traité instaure pose une définition très surprenante de l'intérêt des frontières à travers le Sahara, comme le montre l'extrait ci-dessous.

Art. 4. - Dans le Sahara (désert), il n'y a pas de limite territoriale à établir entre les deux pays, puisque la terre ne se laboure pas et qu'elle sert seulement de pacage aux Arabes des deux Empires qui viennent y camper pour y trouver les pâturages et les eaux qui leur sont nécessaires. Les deux souverains exerceront de la manière qu'ils l'entendront toute la plénitude de leurs droits sur leurs sujets respectifs dans le Sahara. Et, toutefois, si l'un des deux souverains avait à procéder contre ses sujets, au moment où ces derniers seraient mêlés avec ceux de l'autre État, il procédera comme il l'entendra sur les siens, mais il s'abstiendra envers les sujets de l'autre gouvernement.

Ceux des Arabes qui dépendent de l'Empire du Maroc, sont : les M'béïa, les Beni Guil, les Hamian-Djenba, les Eumour-Sahara et les Ouled-Sidi-Cheikh-el-Gharaba.

Ceux des Arabes qui dépendent de l'Algérie sont : les Ouled-Sidi-el-Cheikh-el Cheraga, et tous les Hamian, excepté les Hamian-Djenba-susnommés.

Art. 6.- Quant au pays qui est au sud des kessours des deux gouvernements, comme il n'y a pas d'eau, qu'il est inhabitable et que c'est le désert proprement dit, la délimitation en serait superflue.

Ce traité ouvre alors la problématique continue des frontières sahariennes du Maroc. L'empire marocain est établi autour d'aires d'influences, le sultan marocain est aussi commandeur des croyants, reconnu par les populations musulmanes de l'ouest de l'Afrique jusqu'à l'actuel Sénégal ou Mali. Par ailleurs, les maisons de commerce marocaines affrètent des caravanes de Tombouctou (Mali) à

Essaouira jusqu'à la fin du XIXe siècle. Cependant, cette aire d'influence est remise en question suite à la guerre hispano-marocaine et au traité de Wad-Ras, signé à Tétouan le 26 avril 1860. Les Espagnols ont obtenu la possibilité d'ouvrir un nouveau port au sud du Maroc, Santa Cruz de la Mar Pequeña, une ancienne forteresse reprise en 1523 par les forces marocaines. Par ailleurs, en 1884, l'Espagne décide de réoccuper un port saharien accordé par une bulle papale de 1502, qui devient Villa Cisneros, actuelle Dakhla. Ces deux points d'ancrage permettent alors à l'Espagne de revendiquer le contrôle d'un immense arrière-pays saharien face à la progression des Français depuis le fleuve Sénégal et le Sud algérien.

Lors des négociations pour l'indépendance du royaume du Maroc entre 1955 et 1956, les deux puissances coloniales souhaitent limiter l'emprise du nouveau Maroc et s'opposent au Grand Maroc qui s'étendrait jusqu'à Tombouctou comme le revendiquent certains nationalistes marocains du parti de l'Istiqlal (indépendance en arabe). Les Espagnols retirent des négociations toutes installations antérieures au traité de protectorat de 1912, Ifni et Rio del Oro dont Villa Cisneros est la capitale, comme ils l'ont fait pour Ceuta et Melilla. Par ailleurs, les militaires français négocient la frontière saharienne la plus septentrionale possible entre le Maroc indépendant et les départements français d'Algérie.

À partir de 1961, la politique étrangère du Maroc se donne pour objectif prioritaire de récupérer tous les territoires qui formaient l'espace géographique marocain historique. Soutenu par de nombreux pays arabes ainsi que par l'URSS, le Maroc porte ses revendications devant l'Assemblée générale de l'ONU. La zone sud du Protectorat (Tarfaya) est rétrocédée en 1958 puis la colonie espagnole d'Ifni en 1969. Le 7 novembre 1975, le roi Hassan II organise un immense cortège de centaines de milliers de civils, désigné sous l'appellation de Marche verte, pour prendre autorité sur Rio del Oro. Il précipite le départ de l'armée espagnole en 1976 mais ouvre à une nouvelle phase de conflit avec les forces du Polisario soutenues par l'Algérie. Malgré le cessez le feu de 1991, la région est toujours identifiée sous l'appellation de Sahara Occidental alors qu'elle est intégrée dans les provinces sahariennes du royaume du Maroc.

\$353 Rue d'Ifni. 2009.

Un mur de sable face au Polisario

Le conflit avec le Polisario et l'Algérie prend la forme d'une guerre de mouvement où les attaques-éclair de combattants très mobiles formés à la guérilla par des experts cubains oblige l'armée marocaine à de coûteuses contre-offensives sans pour autant sécuriser l'immense territoire de 266.000 km². Afin de reprendre autorité sur le territoire, à partir de 1980, l'armée marocaine décide de construire un mur de sable sur plusieurs milliers de kilomètres. Ce mur, désigné sous l'appellation de « Berm » permet d'empêcher les raids des forces du Polisario dans la zone contrôlée par le Maroc (Bennafla, 2013). Il est réalisé par l'armée marocaine par un procédé très simple de remblais de sable doublés d'un fossé difficilement franchissables par véhicules associé à un système de radars. Il est ponctué de casemates et finalement surveillé par plus de 100.000 soldats.

Cet ouvrage défensif exceptionnel est complété en six étapes et achevé en 1987 pour la partie dite du Sahara Occidental et atteint 2.720 km. Il a la particularité de ne pas suivre le tracé exact de la frontière mais de laisser une zone tampon de quelques kilomètres à Guerguerat à plus d'une centaine de kilomètres à Mijek et Agwanit avec les frontières mauritaniennes mais aussi algériennes. Ce choix stratégique permet d'ouvrir un terrain d'affrontement entre le Polisario et l'armée marocaine sur le territoire contesté afin de préserver les territoires mauritanien et algérien des combats et ainsi réduire les risques d'internationalisation du conflit. Le premier mur a permis de sécuriser Laâyoune et la mine de phosphate de Boucraa, le port de Boujdour et la ville d'Es-Semara, puis par sauts successifs, le dernier mur a assuré le contrôle de Guerguerat et Bir Gandouz.

Ce dispositif a mis fin aux raids éclairs du Polisario. Par ailleurs, la sécurisation de la zone a permis le développement économique rapide des villes qui ont bénéficié d'investissements publics croissants. Parallèlement, le Polisario qui dénonce cet ouvrage défensif considéré comme « le mur de la honte », peut investir la zone tampon en organisant des défilés militaires mais aussi en implantant des bâtiments administratifs dans cet espace interstitiel qui est qualifié de « zone libérée ». Il fait ainsi de Tifariti une capitale temporaire en construisant des bâtiments administratifs pour accueillir la présidence de la République arabe sahraouie démocratique et en y organisant son congrès annuel à plusieurs reprises entre 2015 et 2019.

Un dispositif prolongé comme modalité d'étanchéification de la frontière orientale du Maroc

Avec le cessez-le-feu de 1991, le mur des sables pourrait apparaître comme un dispositif inutile. Or, le mur s'est avéré particulièrement utile pour filtrer les échanges sahariens. La zone est historiquement parcourue par des grands commerçants. Ces derniers, loin d'avoir cessé leur activité, l'ont maintenue avec l'accord des autorités militaires. Elles négocient les points de passage avec les forces armées en contre partie d'informations sur la situation au-delà du mur, mais aussi du maintien de relation avec les partisans du Polisario. Elles s'engagent par ailleurs à ne jamais importer d'armes sur le territoire marocain sous peine de représailles massives. Ces familles vont donc commercialiser de part et d'autre du mur des sables sous haute surveillance. Les produits échangés ont évolué, si historiquement, ces groupes privilégiaient les dromadaires et d'autres denrées sahariennes. Les dromadaires sont de plus en plus contrôlés notamment suite à l'apparition du MERS-CoV en 2012. Aujourd'hui, certains sont impliqués dans le trafic de drogues dans le cadre de trocs « résine de cannabis contre cocaïne ». Ces éléments transparaissent ponctuellement dans la presse. En 2017 est signalée l'arrestation d'un groupe de trafiquants internationaux (cinq Marocains, deux personnes issues des camps de Tindouf, un Algérien et un Malien) à Asrir dans la province de Guelmim en juin. Quelques mois auparavant, en février, plusieurs militaires étaient arrêtés pour complicité de trafic dans la province d'Assa-Zag sur la même route historique.

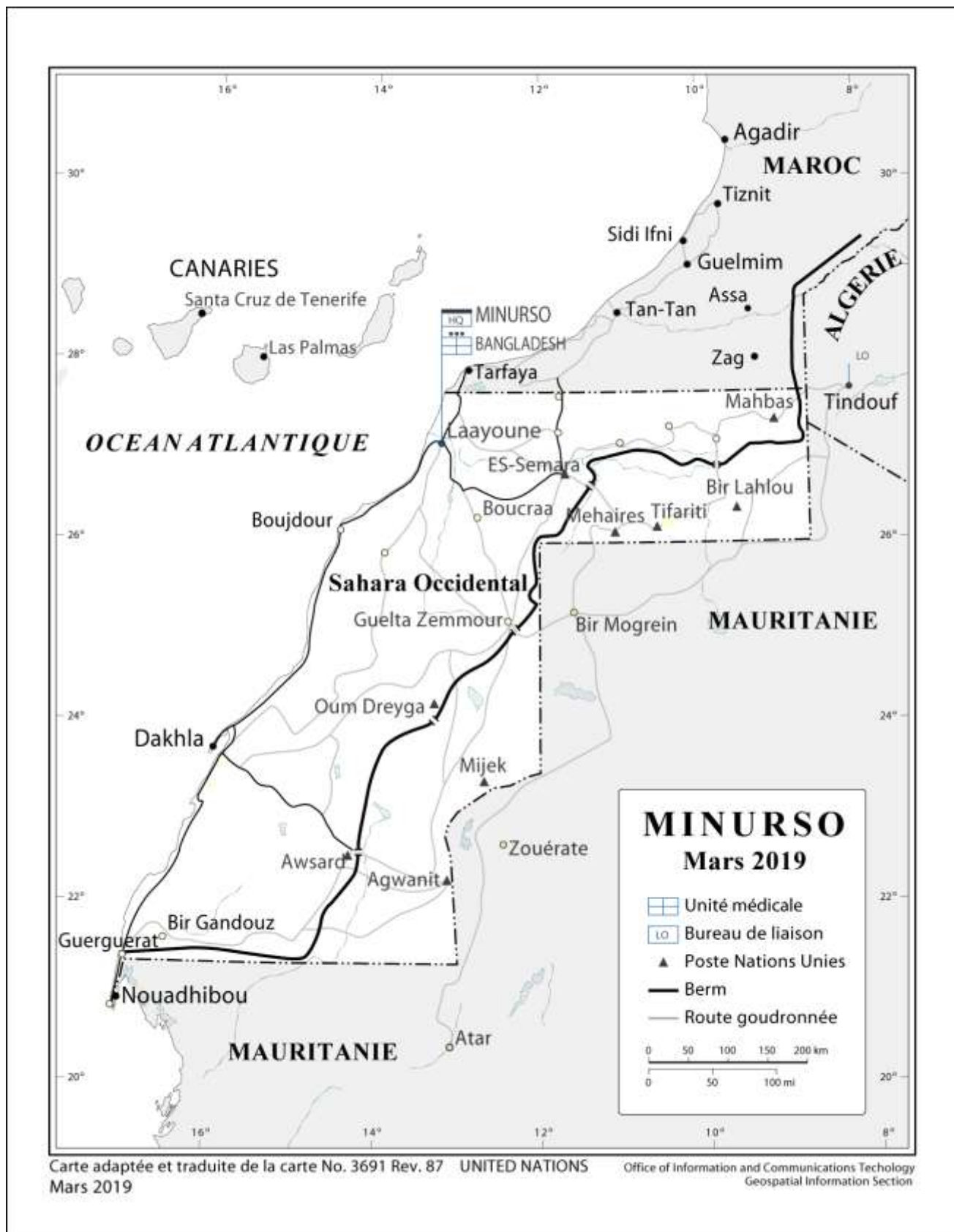
Depuis une dizaine d'années, l'instabilité croissante dans la région pousse l'armée marocaine à prolonger le mur des sables sur l'ensemble de sa frontière saharienne le long de l'oued Draa, d'abord entre Assa et Zagora, zone jugée sensible même si la frontière est protégée par des champs de mines, mais aussi plus à l'Est entre Boubnib et Figuig et enfin tout le long de la frontière algérienne. Le mur des sables rencontre désormais les dispositifs algériens qui ont été implantés sur la partie septentrionale de la frontière et qui se prolongent jusqu'à la mer Méditerranée. Ce processus de durcissement de la frontière orientale du Maroc est accompagné d'un contrôle accru. La frontière entre le Maroc et l'Algérie est fermée depuis 1994, en représailles aux attentats de Marrakech. Néanmoins, une très importante activité de contrebande s'était développée tout le long de la frontière. L'activité de contrebande est donc de plus en plus encadrée mais surtout elle est fortement réduite sur le tronçon Nord. À partir de 2013, autorités marocaines et algériennes limitent très fortement le trafic d'essence. La construction du mur de sable a ruiné toute l'activité de contrebande dans la province de Jerada. Tandis que dans la préfecture d'Oujda, les possibilités sont de plus en plus restreintes marginalisant l'activité de contrebande à moins de 10% de l'économie locale en 2020 selon la chambre de commerce régionale alors qu'elle était estimée à plus de 80% en 2007.

Les forces armées royales établissent une surveillance d'autant plus stricte qu'elles craignent la circulation d'armes à feu. Par ailleurs, aucun passage de migrants clandestins n'est toléré en dehors des provinces d'Oujda et de Jerada, portes d'entrée des migrants subsahariens traversant l'Algérie. Cette inflexibilité amène parfois à des situations dramatiques : plusieurs familles syriennes qui avaient tenté de passer au Maroc via Figuig espérant se faire passer pour des ressortissants marocains sont restées bloquées dans la zone tampon durant plusieurs mois, d'avril à juin 2017. Objet de tractations entre l'Algérie et le Maroc, elles ont finalement été transférées à Rabat sur ordre du roi pour des raisons sanitaires.

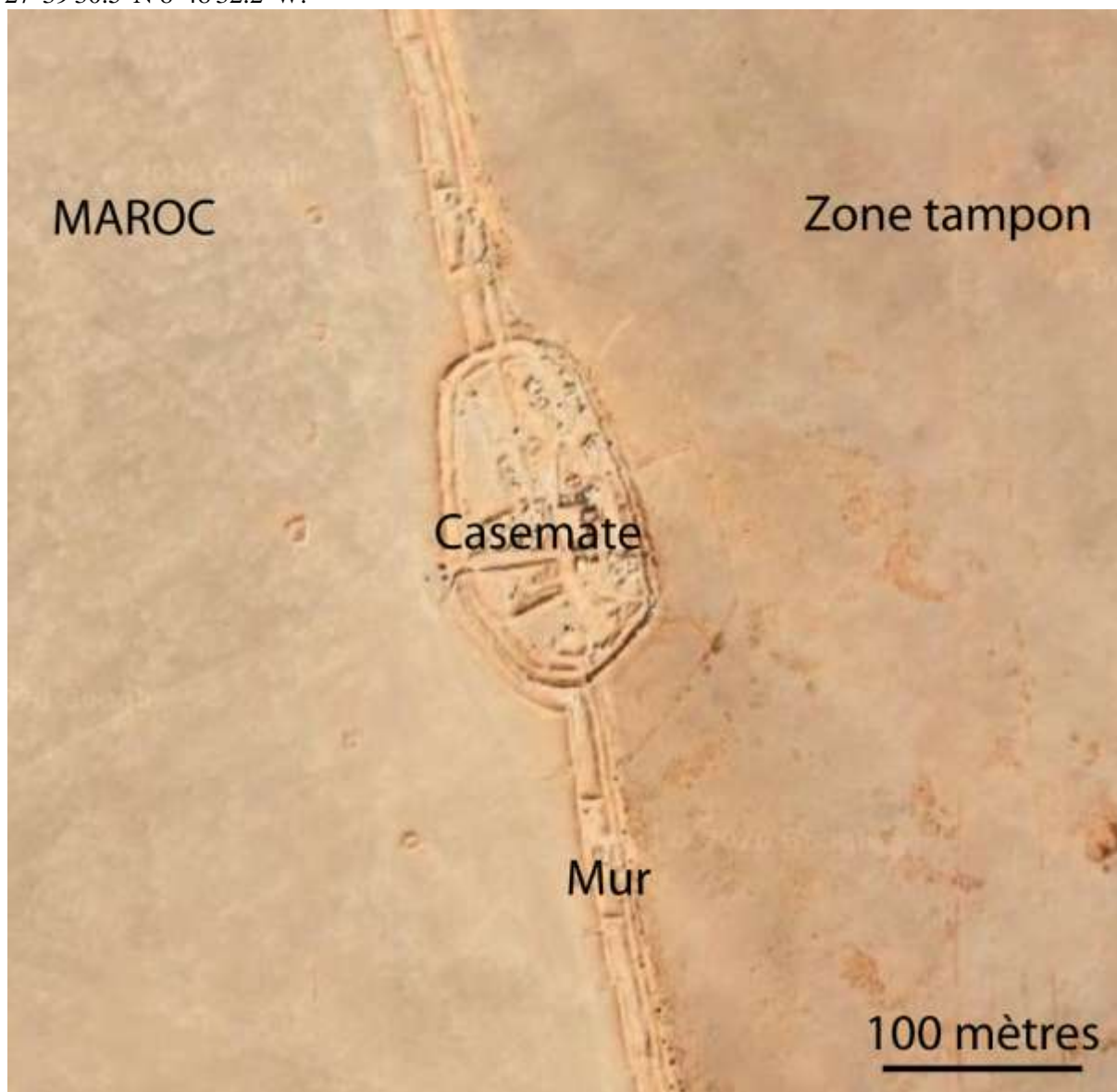
Au final, le Maroc a la particularité d'avoir uniquement un seul point de passage autorisé sur plus de 3.400 kilomètres : El Guerguarate à son extrémité sud avec la Mauritanie. Longtemps accessible uniquement en convoi militaire, il est aujourd'hui desservi par route goudronnée permettant des flux croissants de marchandises entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest. Produits agricoles de la région du Souss (agrumes et primeurs) sont envoyés vers le sud tandis que des fruits plus exotiques comme les mangues mais aussi des produits de consommation comme des téléphones portables très peu taxés en Mauritanie. La frontière est aussi un lieu de circulation de très nombreux véhicules légers au service des diasporas ouest-africaines installées à Casablanca. Ils permettent de développer de nombreux commerces ethniques dans la métropole économique marocaine.

Le développement de ce point frontalier devient alors un nouvel objet de confrontation avec le Polisario qui investit la zone tampon entre les forces marocaines et les forces mauritaniennes qu'il déclare comme une zone libérée sous le regard inquiet des casques bleus de la MINURSO. En effet, l'enjeu économique et symbolique est croissant depuis que le Maroc a réintégré l'Union africaine et souhaite développer des liens privilégiés avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Maroc souhaite construire désormais une voie rapide qui reliera Tanger à Dakhla, en prolongeant l'actuelle autoroute qui s'arrête actuellement à Agadir. Les travaux lancés en 2018 avancent très rapidement.

\$352 Carte du Sahara Occidental selon la MINURSO en mars 2019. Traduction et adaptation David Goery.



\$354 Image par satellite du mur des sables à proximité de Zag (province d'Assa-Zag). Coordonnées : 27°39'30.5"N 8°48'32.2"W.



\$355 Image par satellite du poste frontalier de Guerguerat

